

Juillet 2008

Les grands établissements industriels en Île-de-France 1994-2000

1^{re} partie





INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME
—
ÎLE-DE-FRANCE



LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN ILE-DE-FRANCE 1994-2000

1^{ère} partie

Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France

15, rue Falguière - 75740 PARIS Cedex 15

Tél. : 01 77 49 77 40 - Fax : 01 77 49 76 02 – www.iau-idf.fr

Directeur Général : François Dugeny

Département Économie et Développement Local - Directrice : Anne-Marie Roméra

Etude réalisée par : Carine Camors, économiste

Cartographie : Pascale Guery

Crédit photo: D.Sarraute/CEA

© IAU île-de-France/ INSEE Ile-de-France 2008

PREMIERE PARTIE DE L'ETUDE 1994-2000

METHODOLOGIE	3
I. CARACTERISTIQUES DU TISSU INDUSTRIEL FRANCILIEN	5
1. LE POIDS DES GRANDS ETABLISSEMENTS DANS L'EMPLOI INDUSTRIEL VARIE FORTEMENT D'UNE ACTIVITE A L'AUTRE.....	5
2. LA MOITIE DES EFFECTIFS DES GRANDS ETABLISSEMENTS EST CONCENTREE DANS LES HAUTS-DE-SEINE ET LES YVELINES	7
3. LA LOCALISATION DES EFFECTIFS SALARIES DES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN 2000	9
4. UNE DIMINUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS PLUS FORTE EN ILE-DE-FRANCE QU'EN PROVINCE	11
5. LA RESISTANCE DE CERTAINS SECTEURS : L'EDITION IMPRIMERIE ET LES INDUSTRIES DES COMPOSANTS ELECTRIQUES	13
6. UNE RELOCALISATION DES ACTIVITES SUR LE TERRITOIRE FRANCILIEN	14
II. BILAN DES VARIATIONS D'EMPLOIS DES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS PAR DEPARTEMENT	17
1. PARIS	18
2. HAUTS-DE-SEINE	19
3. SEINE-SAINT-DENIS	20
4. VAL-DE-MARNE	21
5. SEINE-ET-MARNE	22
6. YVELINES	23
7. ESSONNE.....	24
8. VAL-D'OISE	25
III. CONCLUSION: UNE ATTRACTIVITE REGIONALE A CONFORTER.....	26
VI. TABLEAUX DES RESULTATS GENERAUX	27
1. TABLEAU RECAPITULATIF DES SORTIES DES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ENTRE 1995 ET 2000..	27
2. TABLEAU RECAPITULATIF DES ENTREES DES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ENTRE 1995 ET 2000..	27
3. DE 1170 ETABLISSEMENTS EN 1994 A 1050 EN 2000.....	28
4. LES GRANDS ETABLISSEMENTS DE DEPART	29
5. LES GRANDS ETABLISSEMENTS QUI DISPARAISSENT.....	29
a) <i>Les établissements qui sortent du champ</i>	30
b) <i>Les établissements qui cessent définitivement leur activité</i>	31
6. LES GRANDS ETABLISSEMENTS QUI APPARAISSENT.....	31
a) <i>Les établissements qui entrent dans le champ</i>	32
b) <i>Les établissements qui se créent</i>	33
7. LES GRANDS ETABLISSEMENTS DE L'ARRIVEE	33
BIBLIOGRAPHIE.....	35

METHODOLOGIE

Cette première partie de l'étude porte sur la démographie des grands établissements franciliens entre le 31 décembre 1994 et le 31 décembre 2000 et sur l'impact de ses évolutions sur l'emploi. Elle est basée sur l'exploitation d'une partie du fichier BRIDGE qui a permis un suivi économique de tous les établissements de la région.

Le champ de l'étude concerne les grands établissements industriels franciliens, c'est-à-dire les établissements :

- « valides » entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 décembre 2000 ;
- dont les effectifs atteignent 100 salariés au moins une année au cours de la période 1994-2000 ;
- dont l'activité principale est une activité industrielle au moins une année au cours de la période ;
- dont la région d'implantation est l'Ile-de-France au moins une année sur la période.

Dans une première partie, la structure des activités et les caractéristiques du secteur sont décrites sur la période étudiée. Les résultats obtenus pour l'ensemble des changements qui peuvent affecter une unité au cours de sa vie : création (pure ou avec transfert de salariés), déménagement, cessation (définitive ou avec transferts de salariés).

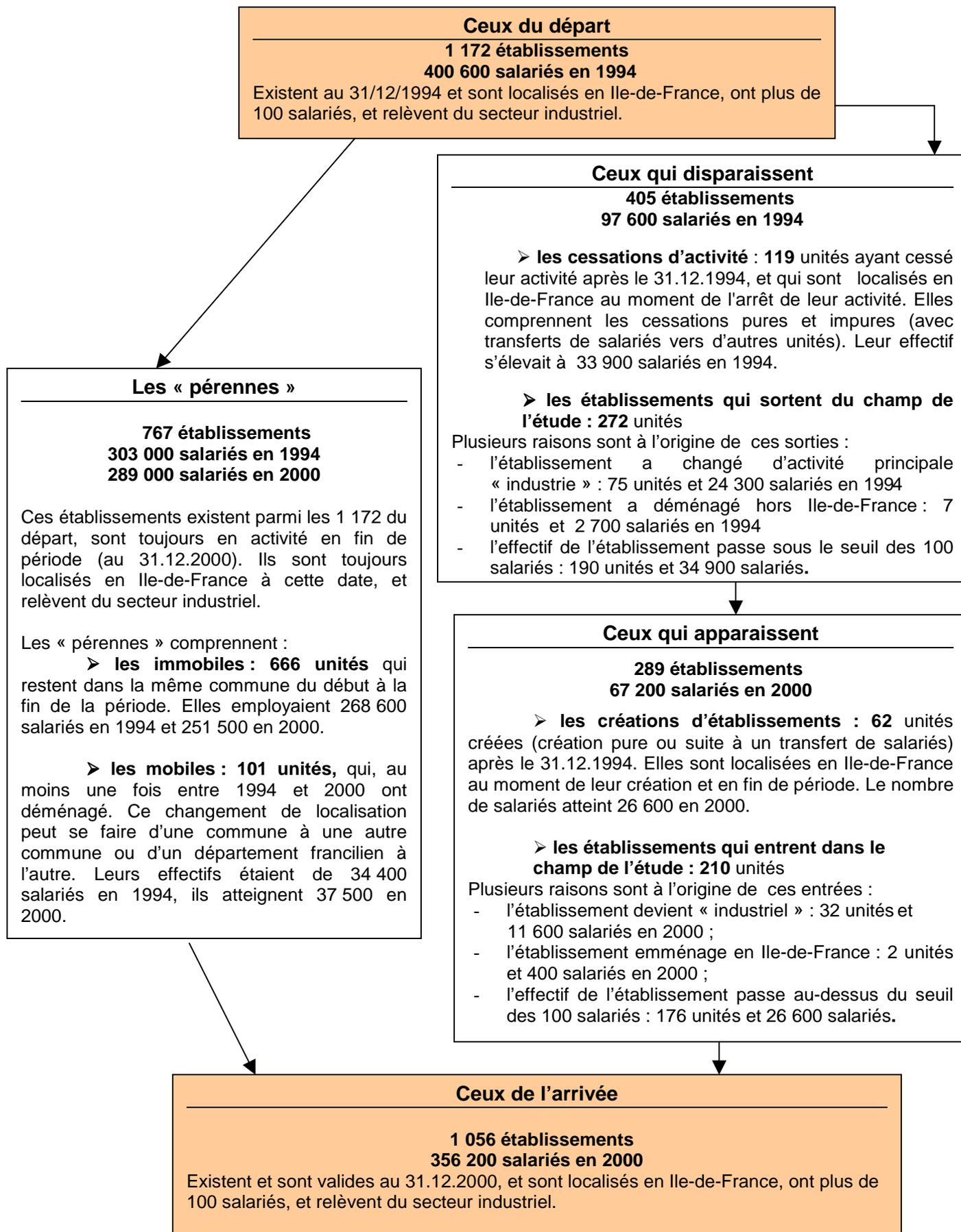
Dans une deuxième partie, le dossier s'intéresse plus spécialement aux grands établissements pérennes. Il s'agit des établissements qui, à partir d'un stock total d'établissements recensé en début de période (1994), sont toujours en activité en fin de période (2000) et sont toujours localisés en Ile-de-France à cette date.

Les établissements pérennes comprennent :

- les « immobiles », qui ne changent pas de localisation, et restent pour l'essentiel dans la même commune au cours d'une période donnée.
- les « mobiles », qui changent de localisation au moins une fois au cours d'une période donnée. L'essentiel des mouvements pris en compte sont des déménagements d'une commune à une autre dans un même département ou d'un département à un autre.

Les établissements pérennes représentent près des trois-quarts du stock total d'établissements de 2000 en Ile-de-France. 86% d'entre eux sont immobiles : ils n'ont pas changé de commune au cours de la période.

Le schéma ci-après positionne les établissements pérennes dans l'évolution de la démographie générale des grands établissements au cours de la période 1994-2000.



Les établissements en 1994 – ceux qui disparaissent (les sorties) + ceux qui apparaissent (les entrées) au cours de la période donnent une différence de - 3 établissements et - 250 salariés. Ce résultat s'explique par la non prise en compte des établissements sortis ou entrés plusieurs fois sur la période.
Les sorties multiples concernent 14 établissements et 1 700 salariés, et les entrées multiples, 17 établissements et 1 950 salariés.

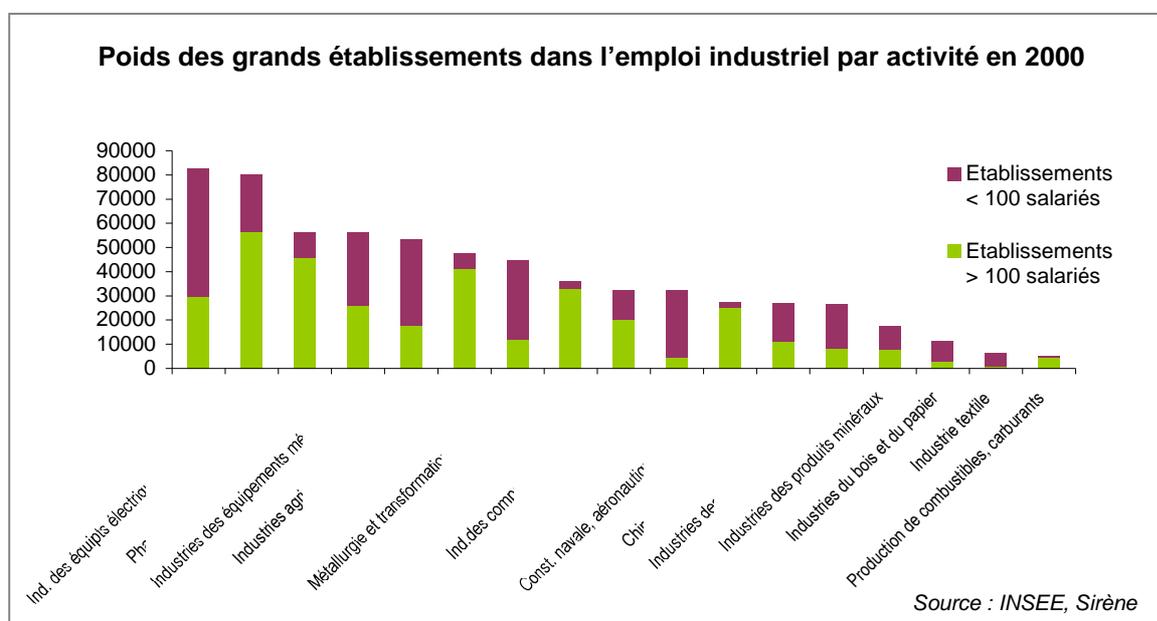
I. CARACTERISTIQUES DU TISSU INDUSTRIEL FRANCILIEN

1. Le poids des grands établissements dans l'emploi industriel varie fortement d'une activité à l'autre

En 2000, on dénombre 1 056 grands établissements industriels en Ile-de-France ayant plus de 100 salariés, pour un effectif total de 356 200. Ce qui représente 1,8% des établissements industriels de la région toutes tailles confondues, et 55% des effectifs du secteur.

Les grands établissements tous secteurs confondus emploient 42% des salariés en Ile-de-France, contre un tiers en France.

Le poids des grands établissements franciliens dans l'emploi industriel varie selon les secteurs : il atteint plus de 90% pour la construction navale, aéronautique et ferroviaire, l'automobile et l'énergie et représente moins de 15% des emplois salariés du secteur de l'habillement et de l'industrie du textile. Au total, le poids des grands établissements dans l'emploi salarié du secteur industriel atteint 54%.



Les grands établissements industriels en Ile-de-France au 31/12/2000

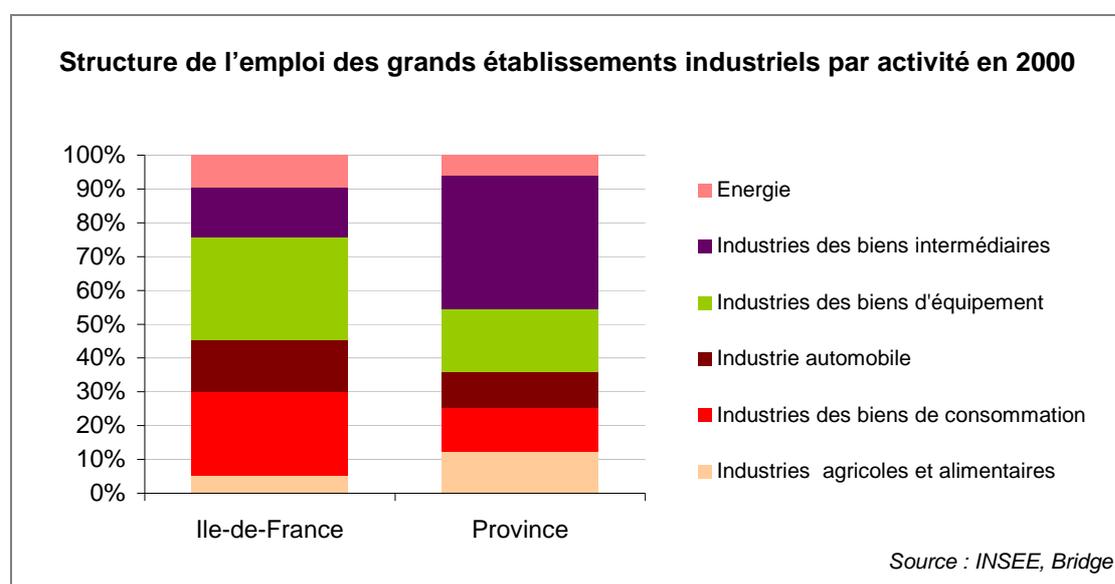
	Etab.		Emplois salariés au 31/12/2000		Poids des grands établissements dans l'emploi du secteur	
	Nombre	Nb de salariés	Part en %	Part de l'IDF en France	IDF	France
Industries agricoles et alimentaires	80	18683	5,2%	7,4%	33,1%	42,1%
Industries des biens de consommation	282	88686	24,9%	26,3%	44,6%	47,9%
Industrie automobile	38	53920	15,1%	21,0%	91,1%	86,2%
Industries des biens d'équipement	284	107913	30,3%	23,2%	65,6%	55,5%
<i>Construction navale, aéronautique et ferroviaire</i>	33	25 827	7,3%	20,7%	92,4%	85,5%
<i>Industries des équipements mécaniques</i>	100	24 947	7,0%	13,2%	45,9%	44,0%
<i>Industries des équipements électriques et électroniques</i>	151	57 153	16,0%	37,7%	70,3%	61,1%
Industries des biens intermédiaires	228	53330	15,0%	6,6%	39,5%	53,4%
Energie	144	33640	9,4%	22,7%	86,6%	80,4%
INDUSTRIE	1056	356 200	100,0%	15,7%	53,9%	54,4%

Source : INSEE, Bridge

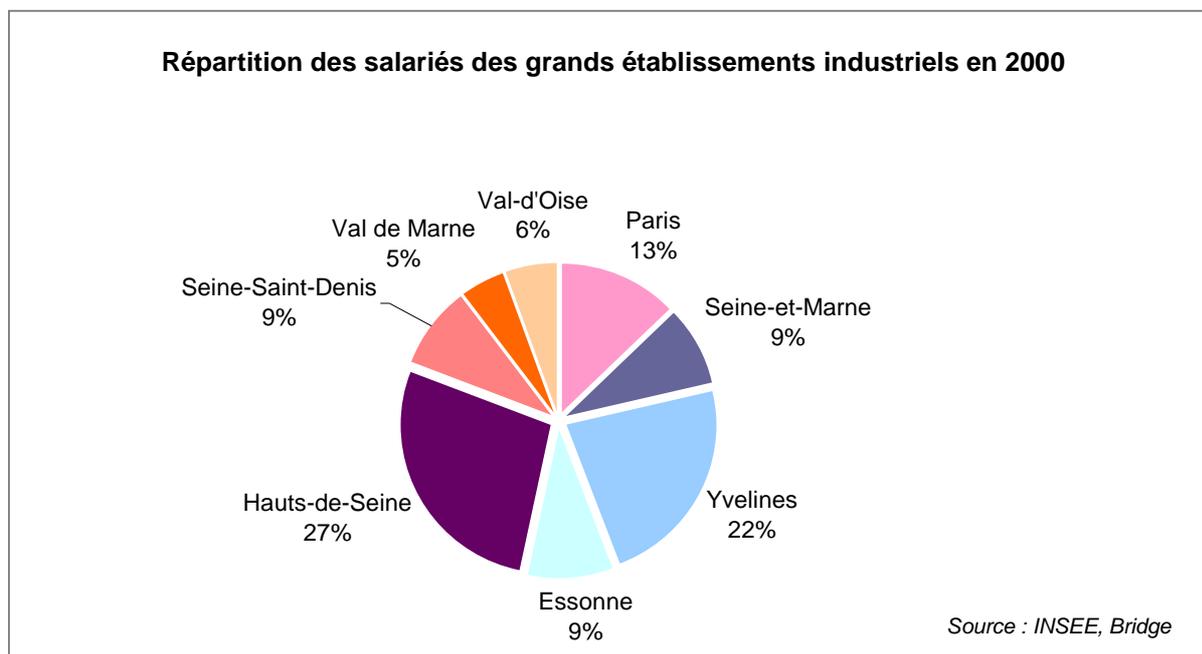
L'Ile-de-France concentre 15,7% des emplois industriels des grands établissements, essentiellement dans les industries des biens de consommation et les industries des biens d'équipement. Quatre secteurs d'activité concentrent plus de la moitié des salariés des grands établissements industriels franciliens: industries des biens électriques et électroniques (16%), automobile (15%), parfumerie pharmacie (12%), et eau, gaz, électricité (9%).

On observe une forte concentration de certaines activités dans la région : « édition imprimerie, reproduction » avec 45% des effectifs, « pharmacie, parfumerie » avec 41%, « industries des équipements électriques et électroniques » avec 38%, « eau, gaz, électricité » avec 27% des effectifs du secteur.

En province, il s'agit des secteurs industries agroalimentaires (12,3%), chimie-caoutchouc-plastique (12%), automobile (10,6%), métallurgie et transformation de métaux (10,2%), et industries des biens mécaniques (8,6%).



2. La moitié des effectifs des grands établissements est concentrée dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines



Le département des **Hauts-de-Seine** a hérité d'une forte tradition industrielle marquée principalement par les débuts de l'aéronautique et de l'automobile. Autour de ces activités se sont développées de nombreuses entreprises de mécanique, des fabricants de pneumatiques, des industries électriques puis électroniques. Aujourd'hui le tissu industriel est dense, au sein d'un environnement fortement urbanisé. Les effectifs industriels des grands groupes représentent 27% de ceux de la région. Les Hauts-de-Seine attirent les sièges sociaux de grandes entreprises ainsi que les petites entreprises « high tech » et de services. On observe ces dernières années une accélération du phénomène, déjà ancien, du départ des unités de fabrication du fait des coûts croissants du foncier et des contraintes liées à l'urbanisation qui empêchent le développement de certaines industries. Au sein de l'industrie, la part des emplois de services (53%) a dépassé celle des emplois de production (47%).

Dans les **Yvelines**, comme pour les Hauts-de-Seine, plus de 70% des emplois industriels du département sont générés par des grands établissements. Ces 149 établissements de plus de 100 salariés emploient près de 82 000 salariés, soit près d'un quart des effectifs des grands établissements industriels de la région. La majorité des emplois industriels est assurée par l'aéronautique et l'automobile et les industries liées, notamment dans le cadre de relations de sous-traitance : travail des métaux, équipements mécaniques, électriques et électroniques...

A Paris, les grands établissements représentent moins de la moitié des emplois industriels. Au nombre de 169, ils emploient près de 46 000 salariés soit 13% des effectifs des grands établissements industriels de la région. Deux secteurs sont prépondérants à Paris : l'édition-imprimerie-reproduction et l'habillement-cuir. L'industrie parisienne se caractérise par une sur-représentation de la fabrication de biens de consommation courante : 76% des salariés y travaillent contre 35% dans la région.

Les PMI sont nombreuses. Toutefois leur nombre diminue au profit des sièges sociaux et des activités tertiaires. En effet, certaines spécificités parisiennes (locaux exigus, vétustes, onéreux, problèmes de livraisons) rendent difficiles le maintien des activités de production.

Les emplois industriels en **Essonne** sont essentiellement de production. Les grands établissements contribuent à plus de la moitié des emplois industriels du département. 109 établissements de plus de 100 salariés présents sur le territoire emploient plus de 32 000 salariés soit 9% des effectifs des grands établissements industriels de la région. Le profil sectoriel de l'industrie essonnoise présente

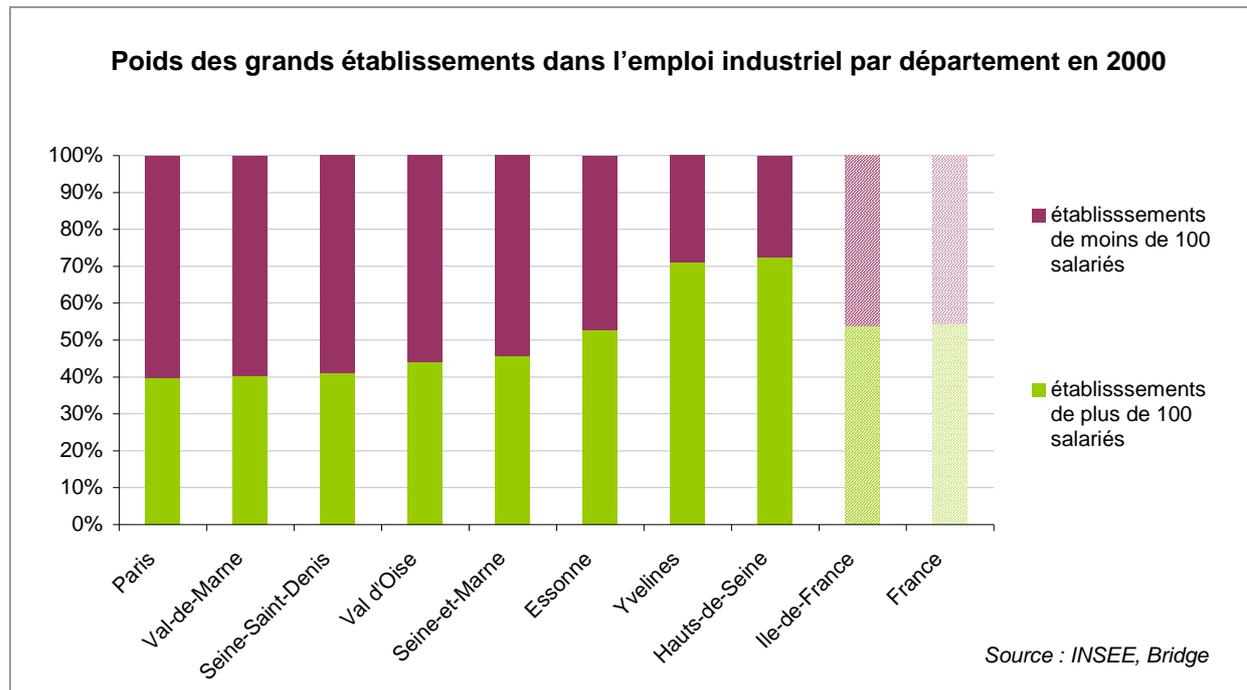
une part importante des technologies de pointe. Cela se traduit par une forte spécialisation dans les composants électriques et électroniques, l'aéronautique-navale-ferroviaire et les équipements électriques et électroniques.

Le tissu industriel de la **Seine-Saint-Denis** est composé essentiellement de petites unités. Le poids des grands établissements dans l'emploi industriel du département représente environ 40%. Les 87 établissements de plus de 100 salariés présents sur le territoire emploient 9% des effectifs des grands établissements industriels de la région. Ce sont majoritairement des activités de sous-traitance, notamment pour l'automobile, la défense et l'aéronautique.

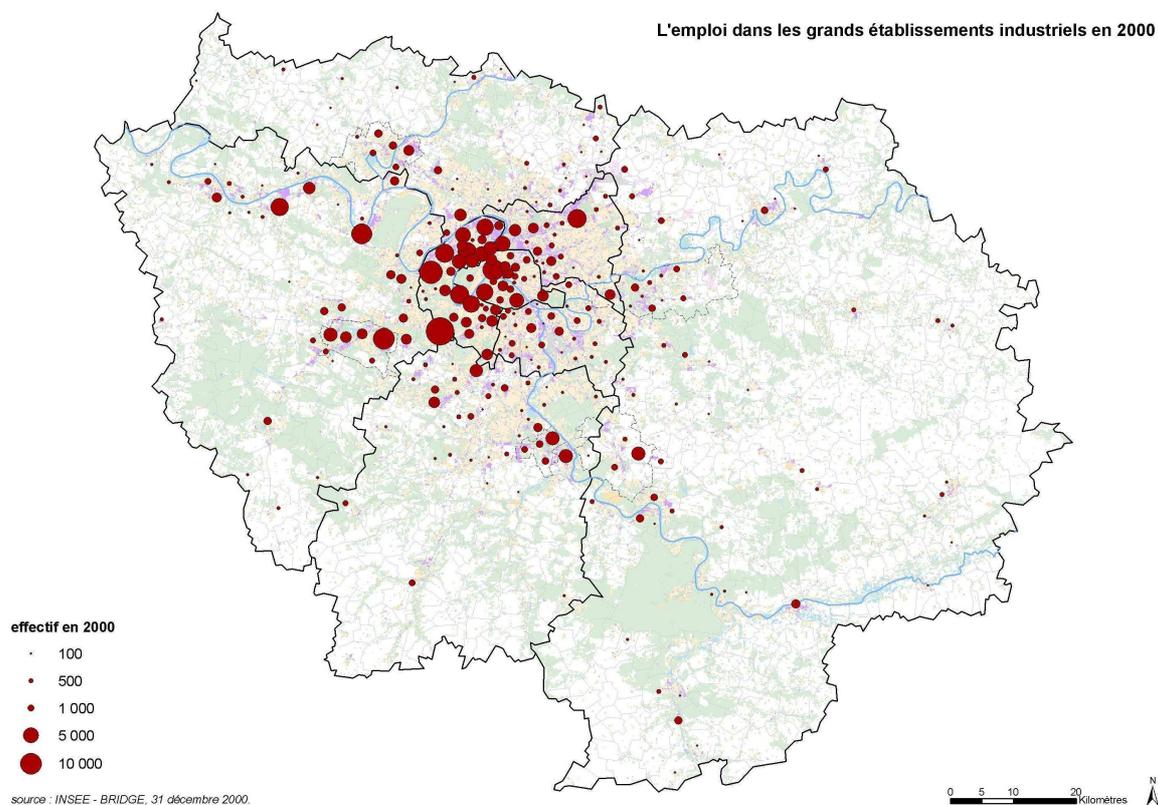
Les établissements industriels de **Seine-et-Marne** sont plutôt de petite taille : près de 90% comptent moins de 20 salariés. Les 110 établissements de plus de 100 salariés emploient 9% des effectifs des grands établissements industriels de la région. Le département est fortement spécialisé dans la métallurgie, et la mécanique. L'aéronautique, notamment SNECMA moteurs avec près de 4 000 salariés, génère une sous-traitance importante, principalement dans la mécanique de précision et la métallurgie-transformation des métaux.

Le **Val-d'Oise** compte peu d'établissements industriels de grande taille. En 2000, l'activité industrielle du département est assurée par 83 grands établissements qui emploient près de 20 000 salariés. Parmi eux Dassault-Aviation et SAGEM à Argenteuil, 3M France à Beauchamp ainsi qu'à Cergy.

Le **Val-de-Marne** n'accueille que 5% des emplois des grands établissements industriels, soit 69 établissements qui emploient un peu plus de 17 000 salariés. Certains secteurs ont quasiment disparu du département, comme l'industrie automobile, la construction navale, aéronautique et ferroviaire ou le textile. On observe une forte spécialisation dans les industries agroalimentaires et la logistique. De grandes entreprises internationales du secteur sont présentes comme Pernod-Ricard à Créteil...



3. La localisation des effectifs salariés des grands établissements industriels en 2000



Effectif salarié des grands établissements industriels : les 20 premières communes en 2000

	Communes	Effectif salarié
1.	Vélizy-Villacoublay	16 800
2.	Rueil-Malmaison	11 100
3.	Paris 8 ^e	10 000
4.	Guyancourt	10 000
5.	Poissy	9 300
6.	Courbevoie	7 650
7.	Boulogne-Billancourt	7 500
8.	Nanterre	7 500
9.	Aulnay-sous-Bois	7 400
10.	Aubergenville	7 200
11.	Issy-les-Moulineaux	6 300
12.	Gennevilliers	6 200
13.	Paris 15 ^{ème}	6 100
14.	Levallois-Perret	5 500
15.	Saint-Ouen	5 200
16.	Colombes	5 000
17.	Puteaux	4 700
18.	Paris 13 ^e	4 500
19.	Neuilly-sur-Seine	4 400
20.	Clichy	4 200

La localisation des grands établissements à **Paris** se caractérise par la prépondérance de deux secteurs : édition-imprimerie et pharmacie parfumerie entretien. Ainsi, le 8^e arrondissement parisien arrive en tête du classement, avec notamment Bayard Presse, Vivendi. Le 15^e arrive juste après avec Hachette Livre, Le Monde, Imprimerie Nationale. Les 12^e et 13^e accueillent des grands groupes pharmaceutiques, tels que Aventis, Sanofi Synthélabo.

Dans les **Hauts-de-Seine**, l'importance du secteur de l'armement est historiquement liée à l'implantation de grandes entreprises aérospatiales : Dassault, Snecma, Thomson. Par ailleurs, de nombreuses grandes entreprises ont leur siège social dans les Hauts-de-Seine.

- deuxième grand pôle de concentration des emplois industriels dans la région, Rueil-Malmaison accueille plusieurs grands établissements tels que Renault, Astrazeneca, Shneider electric industries...
- la Défense et les communes avoisinantes (Courbevoie, Levallois-Perret, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Puteaux) regroupent un tiers des établissements industriels des Hauts-de-Seine, notamment la chimie, les équipements mécaniques, et la pharmacie-parfumerie-entretien,
- le Val-de-Seine (Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Meudon, Saint-Cloud, Sèvres et Vanves), constitue un pôle important d'emploi industriel des grands établissements du département : Renault à Boulogne, Dassault aviation à Saint Cloud, Peugeot Citroën à Meudon.

Présentes sur tout le département des **Yvelines**, les industries des grands établissements sont néanmoins concentrées sur trois zones.

- la zone de Versailles-Vélizy-Villacoublay : cette zone est caractérisée par une forte activité tertiaire (informatique, conception, télécommunications...) en liaison avec les entreprises de production industrielle. Il s'agit de grands établissements et de sièges de grands groupes (Peugeot, Alcatel CIT, GIAT Industries, Matra, Dassault Aviation, Thalès...),
- la vallée de la Seine : de Mantes-la-Jolie à Poissy en passant par Aubergenville, les Mureaux, c'est la zone historique de l'implantation industrielle dans le département. Peugeot à Poissy, Renault à Aubergenville, EADS aux Mureaux....
- la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines : on y trouve des grands établissements industriels tels Renault, Dassault Electronique, Thalès Optronique, Matra Automobile, etc.

L'essentiel de l'industrie en **Essonne** se concentre au nord de la Francilienne, partie la plus attractive pour les entreprises du fait d'un accès aisé au réseau routier (A6, A10 et Francilienne), dans 3 pôles principaux :

- le parc d'activités de Courtaboeuf situé sur les communes des Ulis, Villebon-sur-Yvette et Villejust, avec des entreprises telles que Apple, Hewlett Packard, Matradatavision, Microsoft,
- Massy-Orsay, avec Thalès (ex-Thomson CSF),
- Evry-Corbeil : cette zone est également ouverte à un certain nombre d'activités industrielles et toutes les spécialisations du département y figurent : aéronautique, informatique et biotechnologie. On y retrouve notamment les principaux secteurs de recherche-développement industrielle, parmi lesquels on compte les composants électroniques (Altis Semi Conductor, ex-IBM, à Corbeil-Essonnes).

La Seine-Saint-Denis a toujours eu une forte tradition industrielle. Le département a subi une forte mutation de son activité industrielle. Les grands établissements sont principalement répartis sur les communes limitrophes de Paris et sur l'axe Saint-Denis – Roissy (Peugeot à Aulnay, Alstom Power à la Courneuve, EDF à Saint-Denis, Alstom transport à Saint-Ouen).

En Seine-et-Marne, l'essentiel de l'activité des grands établissements industriels est concentrée dans les deux villes nouvelles : Sénart (Snecma moteurs à Réau) et Marne-la-Vallée (Noisiel, Croissy-Beaubourg).

Quelques communes du **Val-de-Marne** accueillent des grands établissements : Vitry-sur-Seine (établissements Ponticelli frères), Créteil (Pernod), Saint-Maur, Choisy-le Roi.

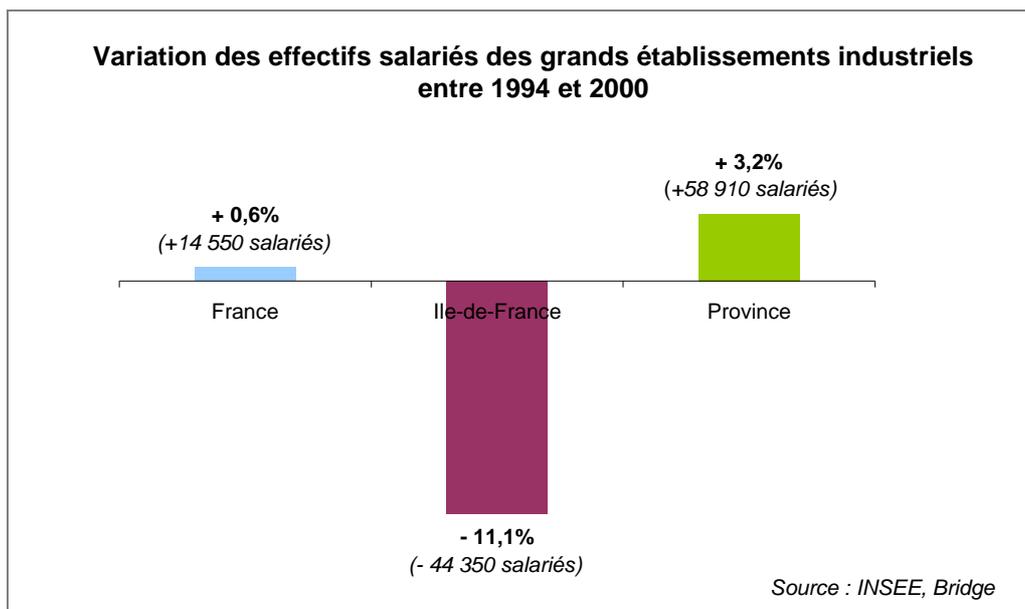
Deux pôles concentrent l'essentiel des grands établissements industriels dans le **Val d'Oise** : Argenteuil (avec Dassault aviation et Sagem) et l'agglomération de Cergy (Osny, Pontoise, Saint-Ouen l'Aumône).

4. Une diminution des emplois industriels plus forte en Ile-de-France qu'en province

Pour tous types d'établissements confondus, l'Ile-de-France a perdu la moitié de ses emplois industriels sur 20 ans, soit 650 000 emplois disparus ou délocalisés. La désindustrialisation dans la région a été plus rapide que celle de la moyenne des autres régions, et bien que l'Ile-de-France reste largement en tête de par son volume d'emplois industriels, elle ne représente plus que 16% de l'industrie française contre 20% en 1980. Sur 10 ans (1989-1998), l'industrie francilienne a encore perdu près de 240 000 emplois, soit une baisse sur la période de 27% contre 13% pour le reste de la France métropolitaine.

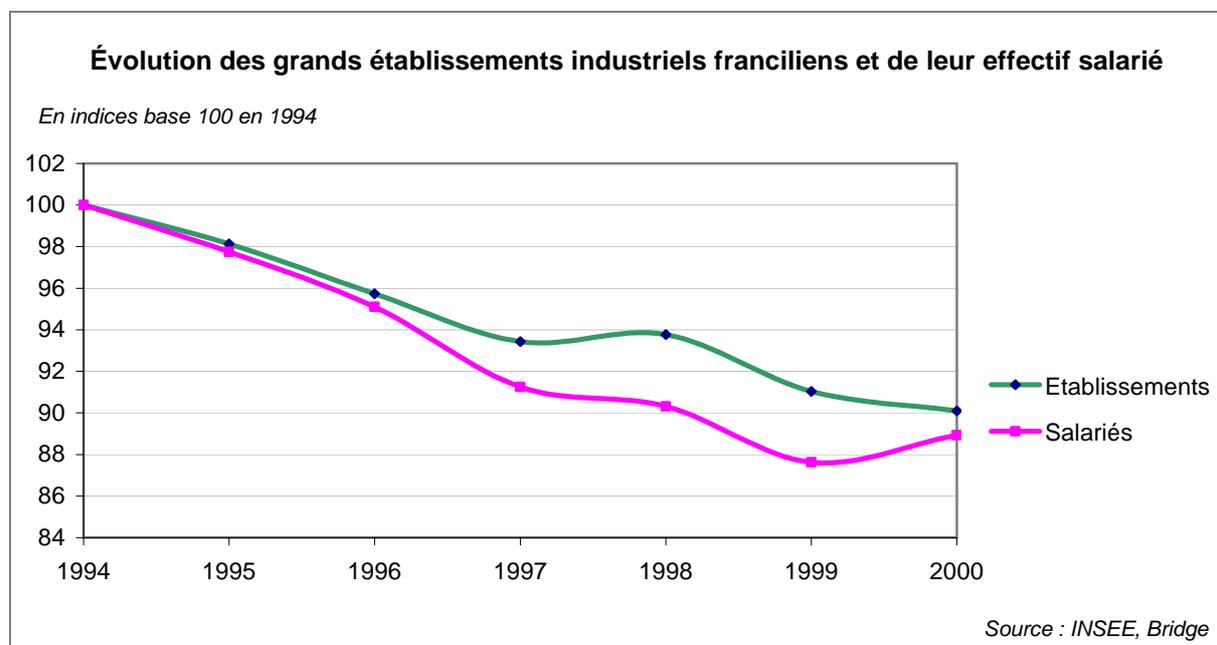
Cette "désindustrialisation" apparente s'explique par le déclin de l'industrie traditionnelle, mais la tertiarisation rapide de l'économie tient aussi pour partie à l'externalisation, voire à la filialisation d'activités tertiaires des entreprises industrielles. Ainsi s'explique l'essor des services aux entreprises, en particulier des secteurs « conseils et assistance » qui incluent les activités de services informatiques, les entreprises de nettoyage et de gardiennage. Ces activités, autrefois internalisées étaient donc comptabilisées dans l'industrie. Elles sont aujourd'hui considérées comme des activités relevant du secteur tertiaire. Ce simple phénomène lié à l'organisation de la production explique mécaniquement une baisse des emplois industriels alors même que les activités ne sont pas touchées.

Le recours à l'intérim concourt aussi artificiellement au phénomène de "désindustrialisation" apparente de l'économie. L'intérim est recensé en services opérationnels. Plus l'industrie fait appel à l'intérim et plus le rapport industrie/tertiaire se déplace en faveur du tertiaire. Cette hausse du recours à l'intérim ces dernières années a été plus rapide en Ile-de-France qu'en province, accentuant ainsi, de façon apparente, la tertiarisation de l'économie de la région.



Le nombre des grands établissements industriels et leur effectif salarié n'ont cessé de diminuer sur la période 1994-2000.

La diminution des effectifs atteint -11% dans la région, passant de 400 540 salariés en 1994 à 356 200 en 2000 (- 44 350 salariés). Dans le même temps, les grands établissements industriels en province voient leur effectif salarié augmenter de 3% passant de 1 849 100 en 1994 à 1 908 000 en 2000. Ainsi, l'emploi salarié des grands établissements industriels augmente en France (+ 14 550 emplois) sur la période.



En se référant au tableau qui présente au début de ce document les divers mouvements d'établissements (cf. p.6), il est possible de décomposer la nature des pertes et des gains d'emplois.

Au total, on dénombre 112 800 pertes d'emplois. Plus de 50 000, soit 46% des pertes, ont pour origine une variation d'effectifs dans des établissements existants. Environ 17 000 disparitions résultent de réduction d'effectifs dans des établissements qui conservent plus de 100 salariés tandis que près de 35 000 ne sont plus comptabilisés du fait du passage des établissements dans lesquels ils se situent en dessous du seuil de 100 salariés.

Le tiers des pertes est causé par une cessation des activités (près de 34 000 emplois).

Pour 21% des disparitions, il s'agit en fait d'un changement d'activité principale qui n'est plus répertorié dans l'industrie.

Seuls 2 600 emplois disparaissent du fait de déménagements hors Ile-de-France.

A contrario on observe des gains d'emplois atteignant plus de 68 200 emplois. Un peu plus de 29 500 (43%) apparaissent du fait soit d'augmentation d'effectifs d'établissements existants, soit de l'apparition de nouveaux établissements dans le champ des plus de 100 salariés.

Les créations d'entreprises sont à l'origine de 39% des gains (26 600 emplois concernés).

Le classement de nouveaux établissements en entreprises industrielles explique quant à lui 17% des gains d'emplois.

Enfin, 436 emplois seulement résultent d'implantations venant de l'extérieur de l'Ile-de-France.

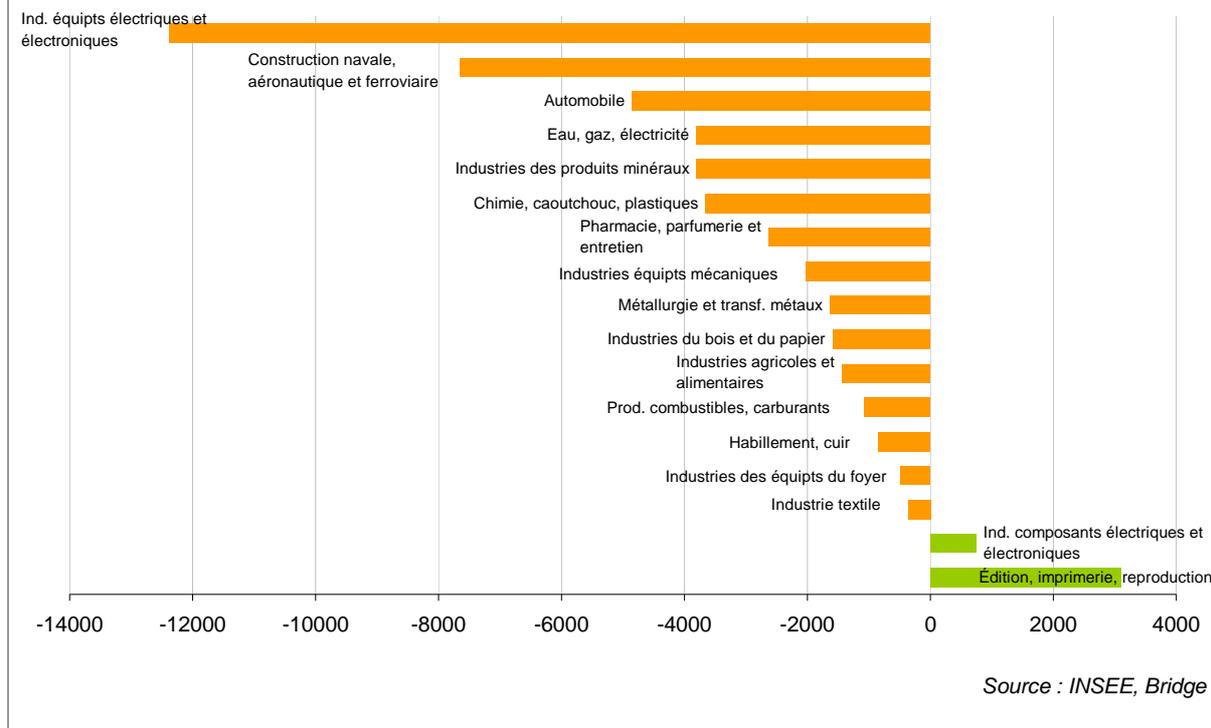
Les mouvements d'effectifs dans les établissements existants prennent donc une place importante dans les évolutions de l'emploi industriel. Il en est de même pour les cessations ou créations d'entreprises. Le changement de classement d'activité s'opère plutôt au détriment de l'industrie. A noter, la faiblesse des effectifs concernés par les déménagements d'entreprises Ile-de-France/province mais le gain relatif d'emplois lorsque les établissements bougent sur le territoire régional (+ 3 000 emplois).

5. La résistance de certains secteurs : l'édition imprimerie et les industries des composants électriques

Les effectifs des grands établissements industriels en Ile-de-France diminuent dans tous les secteurs hormis l'édition-imprimerie et l'industrie des composants électriques où ils progressent respectivement de + 3 100 salariés et + 750 salariés.

L'Ile-de-France perd des emplois dans l'ensemble de ses autres pôles de spécialisation, notamment dans l'industrie des équipements électriques et électroniques (- 12 400 emplois salariés), la construction navale, l'aéronautique (- 7 650 salariés), et l'automobile (- 4 850 salariés).

Variation des effectifs industriels salariés dans les grands établissements en Ile-de-France entre 1994 et 2000



6. Une relocalisation des activités sur le territoire francilien

On observe une forte diminution du nombre de très grands établissements industriels (employant plus de 1500 personnes) qui s'accompagne d'une relocalisation sur le territoire.

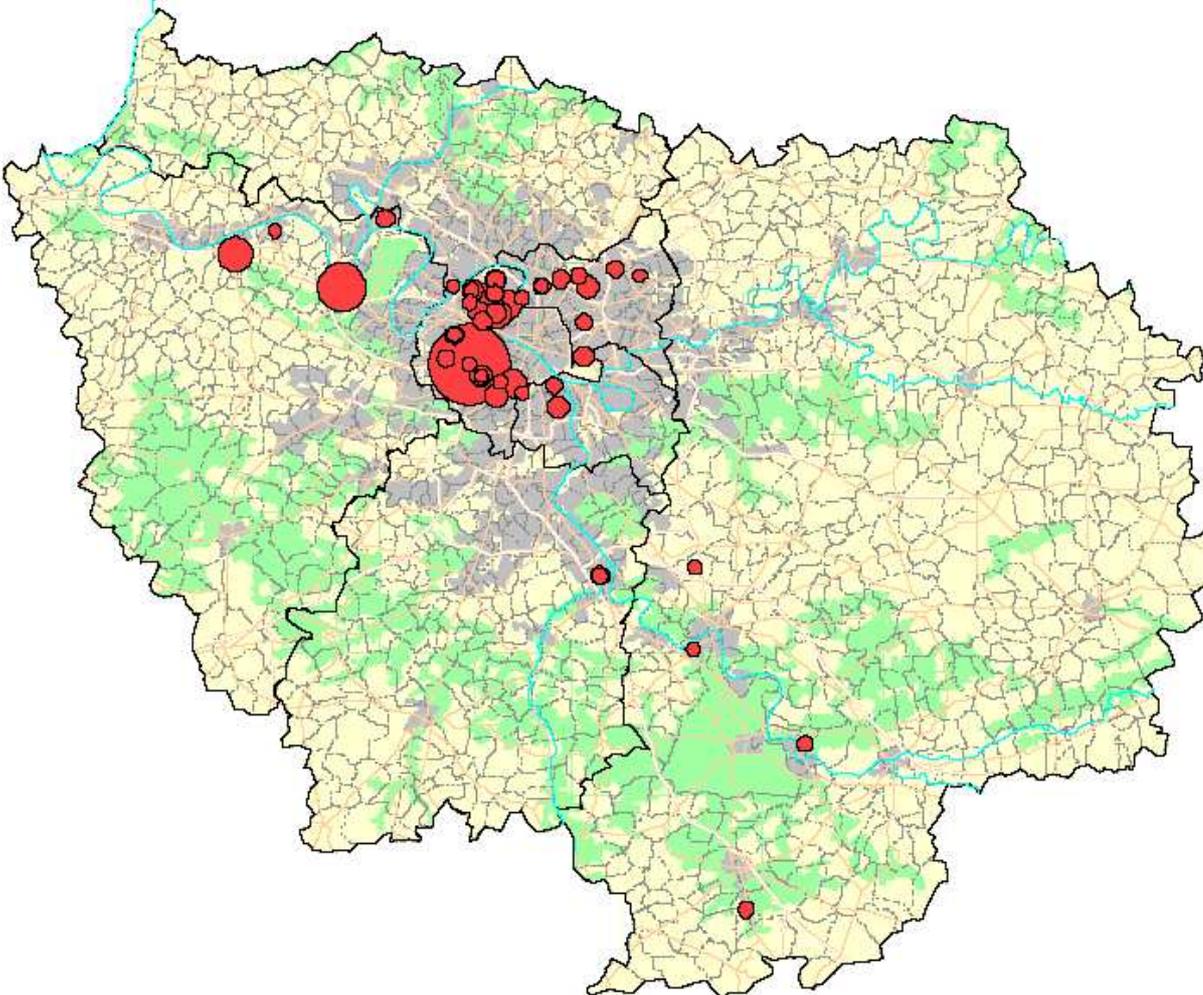
Le paysage industriel de la région était composé à la fois de gros sites de production (industrie automobile, aéronautique, biens d'équipement et d'un tissu dense de PMI aux activités variées et traditionnelles (métallurgie, imprimerie, fonderie...). Schématiquement, les principales zones industrielles étaient centrées sur Paris (PMI traditionnelle, imprimerie, textile) et la très proche banlieue : la boucle Nord de la Seine (gros site de biens d'équipement, intermédiaires...), la Seine-Saint-Denis et Seine amont (PMI traditionnelles), la Seine aval (plus spécialisée dans l'industrie automobile) et le croissant sud de Paris, depuis Boulogne-Billancourt (Renault) jusqu'à Antony (Rhône Poulenc) en passant par Clamart, Montrouge, Bagneux, Fontenay (Schlumberger, Thomson...).

Toutes ces zones ont été particulièrement touchées, à la fois par le déclin des activités industrielles, mais aussi par le besoin de desserrement lié à l'exiguïté et à la vétusté des anciens locaux.

Cette période se caractérise donc par le déclin industriel du centre au profit de la périphérie. Les activités industrielles ont quitté Paris mais sont toutefois restées le plus proche possible de la capitale (nécessité de disposer d'infrastructures logistiques, attrait de la capitale...).

Stimulée par l'essor des TIC, l'activité industrielle de l'Ile-de-France évolue vers une plus grande spécialisation. De nouveaux pôles de compétences se développent dans des activités de haute technologie très spécialisée. Ainsi, la génétique et l'optique dans l'Essonne, le multimédia à Paris, le pôle image et audiovisuel en Seine Saint-Denis, les biotechnologies, l'automobile et l'aéronautique dans les Yvelines (Guyancourt et Seine aval: Poissy, Aubergenville, Les Mureaux). L'informatique, l'optique, les télécommunications, l'instrumentation, le biomédical, l'essentiel des activités de haute et moyenne technologie sont concentrées au sud de la région sur un axe nord-ouest, sud-est, depuis les Hauts-de-Seine jusqu'à Evry.

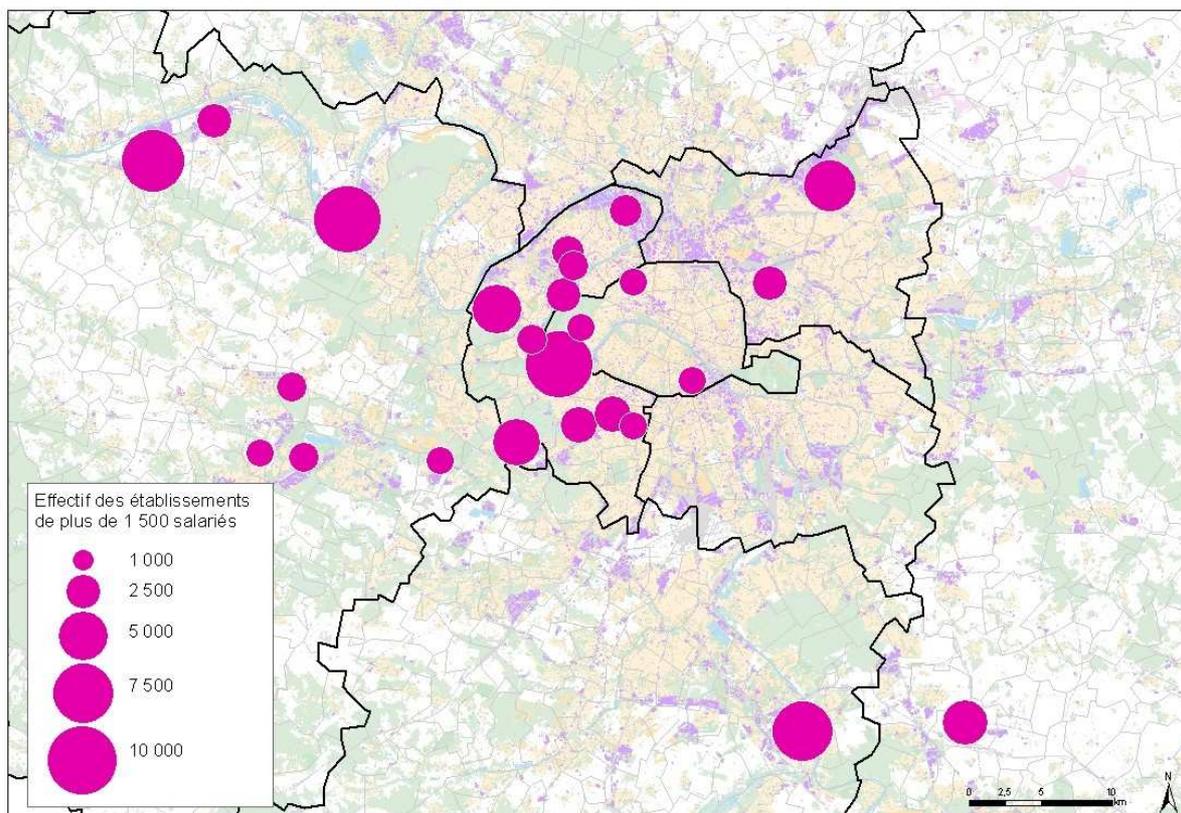
Etablissements industriels de plus de 1 500 salariés implantés dans la région en 1961



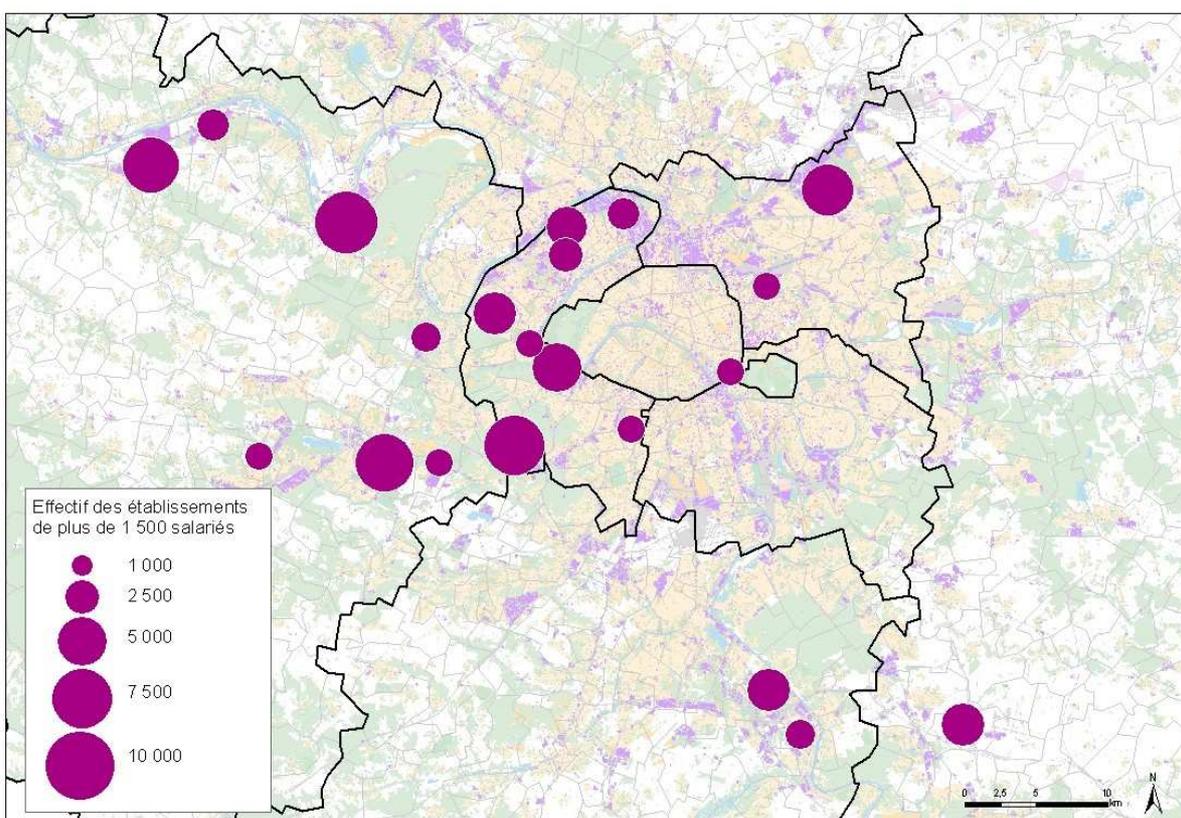
Source : INSEE, Bridge

Etablissements industriels de plus de 1 500 salariés implantés dans la région

1994

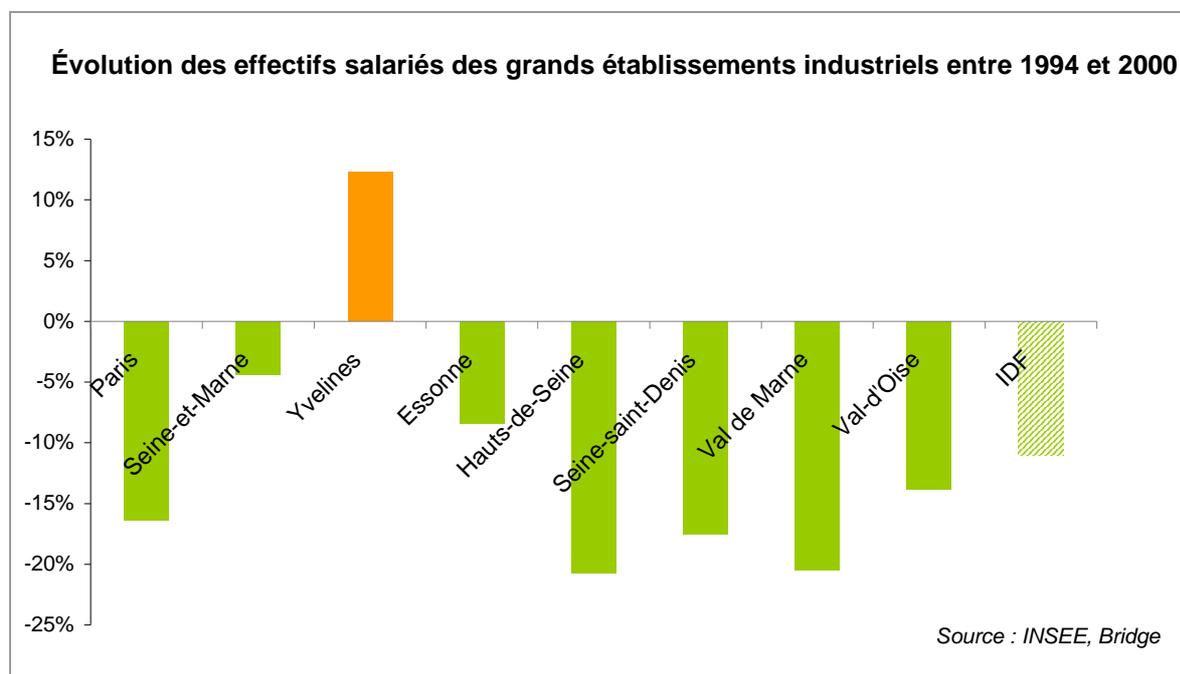


2000



Source : INSEE, Bridge

II. BILAN DES VARIATIONS D'EMPLOIS DES GRANDS ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS PAR DEPARTEMENT



Entre 1994 et 2000, l'Ile-de-France a perdu de grands établissements industriels, notamment au cœur de son agglomération. Paris perd ainsi - 9 000 emplois, et la petite couronne - 36 400 emplois dont - 25 500 pour les Hauts-de-Seine. Dans le même temps les emplois industriels se développent en grande couronne (+ 900 emplois) grâce au renforcement des pôles industriels en Yvelines (+ 8 500 emplois).

Dans tous les départements, les pertes d'emplois proviennent des fermetures d'établissements, des départs de grands établissements en dehors du territoire (déménagements), des réductions d'effectifs.

Les cessations d'établissements industriels ont été plus nombreuses que les créations (119 contre 62) générant la perte de - 7 300 salariés.

Les établissements sortis du champ de l'étude ont été supérieurs à ceux entrés dans le champ (272 contre 210) générant ainsi la perte de - 23 300 salariés.

Les établissements pérennes qui ont déménagé se sont développés (+ 3 000 emplois) mais ces gains d'emplois n'ont pas compensé les pertes liées aux établissements pérennes "immobiles" (- 17 000 emplois).

1. Paris

Les plus gros départs de Paris vers la banlieue entre 1994 et 2000

WYETH LEDERLE (ex WYETH France)	plus de 500 salariés en 1994	13 ^e → Puteaux (92)
PERRIER VITTEL France	plus de 300 salariés en 1994	8 ^e → Issy-les-Moulineaux (92)

Les plus grosses arrivées

AVENTIS	plus de 1700 salariés en 2000	Neuilly-sur-Seine → Paris 12 ^e
SAGEM (ex-SAT)	plus de 600 salariés en 2000	Juvisy-sur-Orge → Paris 13 ^e

Mobilité des établissements pérennes (nb d'établissements)

PARIS	Départs du 75	Arrivées 75	Immobiles
Industries agricoles et alimentaires	3	0	2
Industrie des biens de consommation	7	3	59
Industrie automobile	0	0	0
Industries des biens d'équipement	1	2	10
Industries des biens intermédiaires	1	4	14
Energie	0	0	33
Total INDUSTRIE	12	9	118

BILAN pour PARIS: - 9 100 emplois

Effets négatifs sur l'emploi:

au total : -19 700 emplois	- 5 500 Cessations (pures ou avec transferts)
	-14 200 Sortis du champ

Effets positifs sur l'emploi:

au total : + 10 600 emplois	+ 2 600 Mobiles
	+ 500 Immobiles
	+ 2 900 Créations (pures ou suite à un transfert)
	+ 4 600 Entrés dans le champ

L'emploi des grands établissements industriels a diminué à un rythme plus rapide à Paris (-16%) qu'en Ile-de-France (- 11%). Il s'agit davantage des salariés des établissements « hors champ¹ » qui expliquent cette diminution des effectifs. Plusieurs grands établissements sont sortis du cadre de l'étude :

- Société Anonyme de Télécommunications (SAT), 1 595 salariés, Paris 13^e
- Gaz de France, 1 718 salariés, Paris 17^e
- KODAK, 1 245 salariés, Paris 12^e

Les emplois liés aux créations d'établissements (+ 2 900) n'ont pas compensé les pertes d'emplois induites par les cessations (- 5 500).

On observe un effet positif sur l'emploi des établissements qui sont arrivés sur le territoire entre 1994 et 2000 et qui se sont développés, compensant ainsi les pertes liées aux départs de grands établissements (WYETH LEDERLE, PERRIER VITTEL), générant ainsi un gain de 2 600 emplois (AVENTIS, SAGEM,...).

¹ Un établissement est « hors champ » à partir du moment où il ne répond plus à l'un des 3 critères définissant « un grand établissement industriel francilien ». Cet établissement hors champ a donc soit un effectif qui est passé sous la barre des 100 salariés, soit déménagé hors de la région Ile-de-France, soit transformé son activité principale qui est devenue autre qu'industrielle.

2. Hauts-de-Seine

Les plus gros départs des Hauts-de-Seine entre 1994 et 2000

DASSAULT	plus de 500 salariés en 1994	Saint-Cloud → Elancourt (78)
AVENTIS	plus de 800 salariés en 1994	Neuilly-sur-Seine → Paris 12 ^e
NESTLÉ	plus de 800 salariés en 1994	Courbevoie → Noisiel (77)
ALSTOM transport	plus de 400 salariés en 1994	Courbevoie → Saint-Ouen (93)

Les plus grosses arrivées dans les Hauts-de-Seine

WYETH LEDERLE	plus de 500 salariés en 2000	Paris 13 ^e → Puteaux
MATRA NORTEL	plus de 500 salariés en 2000	Aubervilliers (93) → Malakoff
SANOFI	plus de 500 salariés en 2000	Gentilly (94) → Le Plessis-Robinson

Mobilité des établissements pérennes (nb d'établissements)

HAUTS-DE-SEINE	Départs du 92	Arrivées 92	Immobiles
Industries agricoles et alimentaires	2	3	13
Industrie des biens de consommation	6	8	56
Industrie automobile	0	0	7
Industries des biens d'équipement	5	6	43
Industries des biens intermédiaires	5	2	29
Energie	1	0	17
Total INDUSTRIE	19	19	165

BILAN HAUTS-DE-SEINE: -25 500 emplois

Effets négatifs sur l'emploi

au total : - 48 100 emplois

- 1 300 Mobiles
- 13 700 Immobilières
- 15 400 Cessations (pures ou avec transferts)
- 17 700 Sortis du champ

Effets positifs sur l'emploi

au total : + 22 600 emplois

- + 8 800 Créations (pures ou suite à un transfert)
- + 13 800 Entrés dans le champ

L'emploi des grands établissements industriels a diminué à un rythme plus rapide dans les Hauts-de-Seine (-21%) qu'en Ile-de-France (-11%). Les effets combinés de 3 phénomènes expliquent cette dégradation de l'emploi :

- le décomptage des salariés des établissements devenus «hors champ»;
- les emplois liés aux créations d'établissements (+ 8 800 emplois) n'ont pas compensé les pertes d'emplois induites par les cessations d'établissements (- 15 400);
- la perte d'effectifs dans les établissements pérennes : ceux qui ont déménagé au cours de la période, les "mobiles" (- 1 300), mais également ceux qui sont restés dans la même commune, "les immobilières" (- 13 700).

3. Seine-Saint-Denis

Les plus gros départs de Seine-Saint-Denis entre 1994 et 2000

MATRA NORTEL	plus de 200 salariés en 1994	Aubervilliers → Malakoff (92)
MOULINEX	plus de 300 salariés en 1994	Bagnolet → Courbevoie (92)
THYSSENKRUPP ascenseurs	plus de 300 salariés en 1994	Aubervilliers → Puteaux (92)

Les plus grosses arrivées en Seine-Saint-Denis

ALSTOM transport	plus de 800 salariés en 2000	Courbevoie (92)→Saint-Ouen
------------------	------------------------------	----------------------------

Mobilité des établissements pérennes (nb d'établissements)

SEINE-SAINT-DENIS	Départs du 93	Arrivées 93	Immobiles
Industries agricoles et alimentaires	0	0	3
Industrie des biens de consommation	1	3	17
Industrie automobile	0	0	2
Industries des biens d'équipement	2	1	22
Industries des biens intermédiaires	2	0	14
Energie	0	0	8
Total INDUSTRIE	5	4	66

BILAN SEINE-SAINT-DENIS: - 6 600 emplois

Effets négatifs sur l'emploi

au total: - 8 800 emplois	- 100 Mobiles
	- 500 Immobiles
	- 2 400 Cessations (pures ou avec transferts)
	- 5 800 Sortis du champ

Effets positifs sur l'emploi

au total: + 2 200 emplois	+ 200 Créations (pures ou suite à un transfert)
	+ 2 000 Entrés dans le champ

Comme les autres départements franciliens, la Seine-Saint-Denis a subi une forte "désindustrialisation" depuis plusieurs décennies, qui s'est traduite par une chute importante des effectifs. Entre 1994 et 2000, l'emploi dans les grands établissements industriels a baissé plus rapidement que dans le reste de la région (-17 % contre -11 % dans l'ensemble de l'Île-de-France).

Ce sont essentiellement les cessations (-2 400 emplois) et les établissements "sortis du champ" qui sont à l'origine des pertes d'emploi des grands établissements industriels du département. Les départs de grands établissements n'ont pas été compensés par l'arrivée de nouveaux grands établissements en termes d'effectifs.

4. Val-de-Marne

Les plus gros départs du Val-de-Marne entre 1994 et 2000

SANOFI Winthrop	plus de 300 salariés en 1994	Gentilly → Le Plessis-Robinson (92)
OTIS	plus de 100 salariés en 1994	Vincennes → Issy-les-Moulineaux(92)
STALLERGENES	plus de 100 salariés en 1994	Fresnes → Antony (92)

Les plus grosses arrivées dans le Val-de-Marne

DIVERSEYLEVER	plus de 300 salariés en 2000	Ozoir-la-Ferrière (77) → Fontenay/Bois
---------------	------------------------------	--

Mobilité des établissements pérennes (nb d'établissements)

VAL DE MARNE	Départs du 94	Arrivées 94	Immobiles
Industries agricoles et alimentaires	0	1	6
Industrie des biens de consommation	2	2	17
Industrie automobile	0	0	1
Industries des biens d'équipement	2	0	13
Industries des biens intermédiaires	0	0	12
Energie	0	1	6
Total INDUSTRIE	4	4	55

BILAN VAL DE MARNE : - 4 300 emplois

Effets négatifs sur l'emploi

au total: - 5 800 emplois	0 Mobiles
	- 100 Immobiles
	- 1 800 Cessations (pures ou avec transferts)
	- 3 900 Sortis du champ

Effets positifs sur l'emploi

au total : + 1 500 emplois	+ 200 Créations (pures ou suite à un transfert)
	+ 1 300 Entrés dans le champ

Entre 1994 et 2000, l'emploi dans les grands établissements industriels du Val-de-Marne a baissé à un rythme plus soutenu que dans le reste de la région (-21 % contre -11 % dans l'ensemble de l'Ile-de-France). Ces pertes sont essentiellement liées aux établissements sortis du champ (- 3 900 emplois), ainsi qu'aux cessations/transferts (- 1 800 emplois).

Les départs d'établissements tels que Sanofi ou Otis n'ont pas été compensés par l'arrivée d'autres établissements industriels.

5. Seine-et-Marne

Les plus gros départs de Seine-et-Marne entre 1994 et 2000

DIVERSEY France plus de 200 salariés en 1994 Ozoir-la-Ferrière → Fontenay-sous-Bois (94)

Les plus grosses arrivées en Seine-et-Marne entre 1994 et 2000

NESTLÉ plus de 1 000 salariés en 2 000 Courbevoie (92) → Noisiel

Mobilité des établissements pérennes (nb d'établissements)

SEINE-ET-MARNE	Départs du 77	Arrivées 77	Immobiles
Industries agricoles et alimentaires	0	1	9
Industrie des biens de consommation	1	0	12
Industrie automobile	0	0	
Industries des biens d'équipement	0	1	18
Industries des biens intermédiaires	0	2	31
Energie	0	0	6
Total INDUSTRIE	1	4	80

BILAN SEINE-ET-MARNE : -1 300 emplois

Effets négatifs sur l'emploi

au total: - 6 600 emplois

- 1 400 Immobiles

- 1 900 Cessations (pures ou avec transferts)

- 3 300 Sortis du champ

Effets positifs sur l'emploi

au total : + 5 300 emplois

+ 1 600 Mobiles

0 Création (pure ou suite à un transfert)

+ 3 700 Entrés dans le champ

Entre 1994 et 2000, l'emploi dans les grands établissements industriels de Seine-et-Marne a diminué à un rythme moins soutenu que dans le reste de la région (- 4 % contre - 11 % dans l'ensemble de l'Ile-de-France).

Le département a enregistré d'importants mouvements au cours de la période 1994-2000. Les établissements qui sont arrivés sur le territoire (Nestlé) ont été fortement créateurs d'emplois et ont ainsi pu compenser les pertes liées au départ de grands établissements (Diversey France).

On n'observe aucun gain d'emplois suite à la création ou au transfert d'établissements industriels. En revanche, les établissements qui sont entrés dans le champ ont généré des effets positifs sur l'emploi (+ 3 700 emplois), compensant ainsi les pertes liées aux établissements sortis du champ de l'analyse.

7. Essonne

Les plus gros départs de l'Essonne entre 1994 et 2000

SAGEM	plus de 100 salariés en 1994	Juvisy-sur-Orge → Paris 13 ^e
TRW systèmes aéronautiques	plus de 100 salariés en 1994	Bièvres → Buc (78)
Magasin de distribution MAGDIS	plus de 100 salariés en 1994	Chilly-Mazarin → Rungis (94)

Les plus grosses arrivées en Essonne

SA Honeywell	plus de 300 salariés en 2000	Montigny-le-Bretonneux (78) → Saint-Aubin
--------------	------------------------------	---

Mobilité des établissements pérennes (nb d'établissements)

ESSONNE	Départs du 91	Arrivées 91	Immobiles
Industries agricoles et alimentaires	1	0	7
Industrie des biens de consommation	0	0	13
Industrie automobile	0	0	3
Industries des biens d'équipement	2	1	24
Industries des biens intermédiaires	0	0	19
Energie	0	0	7
Total INDUSTRIE	3	1	73

BILAN en ESSONNE: - 3 100 emplois

Effets négatifs sur l'emploi	
au total: - 10 100 emplois	- 400 Mobiles
	- 2 100 Immobiles
	- 1 700 Cessations (pures ou avec transferts)
	- 5 900 Sortis du champ
Effets positifs sur l'emploi	
au total: + 7 000 emplois	+ 3 700 Créations (pures ou suite à un transfert)
	+ 3 300 Entrés dans le champ

Le poids de l'industrie recule, mais à un rythme nettement moins rapide que l'ensemble de l'Ile-de-France ; entre 1994 et 2000, la diminution de l'emploi salarié industriel des grands établissements atteint - 8% dans le département contre -11 % dans l'ensemble de la région. Ces pertes sont liées à la fois au fait que plusieurs grands établissements ont déménagé (- 400 emplois), dont SAGEM, combiné à l'effet induit par les établissements sortis du champ. Les grands établissements qui sont restés dans la même commune durant cette période ont vu quant à eux leurs effectifs diminuer fortement (- 2 100 emplois).

Par ailleurs, les établissements créés ou transférés sur la période ont généré des gains d'emplois importants (+ 3 700 emplois), compensant ainsi les pertes induites par les établissements qui ont dû cesser leur activité (- 1 700 emplois).

8. Val-d'Oise

Les plus gros départs du Val d'Oise entre 1994 et 2000

SIEMENS	plus de 200 salariés en 1994	Cergy → Nanterre (92)
TETRAPACK (92)	plus de 100 salariés en 1994	Roissy → Levallois-Perret

Les plus grosses arrivées dans le Val d'Oise

LEMONNIER Frères	plus de 100 salariés en 2000	Nanterre (92) → Bezons
------------------	------------------------------	------------------------

Mobilité des établissements pérennes (nb d'établissements)

VAL-D'OISE	Départs du 95	Arrivées 95	Immobiles
Industries agricoles et alimentaires	0	1	7
Industrie des biens de consommation	0	0	8
Industrie automobile	0	0	4
Industries des biens d'équipement	2	0	19
Industries des biens intermédiaires	0	1	16
Energie	0	0	5
Total INDUSTRIE	2	2	59

BILAN VAL-D'OISE: - 3 200 emplois

Effets négatifs sur l'emploi

au total: - 6 800

- 100 Mobiles
- 200 Immobilières
- 1 000 Cessations (pures ou avec transferts)
- 5 500 Sortis du champ

Effets positifs sur l'emploi

au total : + 3 600

- + 1 600 Créations (pures ou suite à un transfert)
- + 2 000 Entrés dans le champ

Le poids de l'industrie recule dans le Val-d'Oise à un rythme plus rapide que l'ensemble de l'Ile-de-France : les emplois salariés des grands établissements industriels enregistrent une baisse de -14% entre 1994 et 2000 dans le département contre -11 % dans l'ensemble de la région.

Ces pertes s'expliquent essentiellement par les établissements sortis du champ (- 5 500 emplois) pour une large part dans les industries des biens intermédiaires.

Les emplois créés suite à la création ou au transfert d'un établissement (+1 600 emplois) ont largement compensé les pertes induites par les cessations d'établissements (- 1 000 emplois).

III. CONCLUSION: UNE ATTRACTIVITE REGIONALE A CONFORTER

L'analyse de l'évolution des grands établissements industriels, d'un point de vue géographique et sectoriel, permet de relativiser les constats alarmants qu'inspire, jusqu'en 2000, la baisse des effectifs industriels en Ile-de-France. L'industrie francilienne a certes perdu 650 000 salariés en 25 ans. Cette évolution préoccupante, qui n'est pas spécifique à la France, traduit en réalité plusieurs phénomènes :

- l'intégration de process économes en main-d'œuvre, d'où des réductions d'effectifs ;
- l'externalisation de toute une série de fonctions reprises en partie par les services ;
- l'internationalisation des entreprises françaises qui, à travers leurs 22 000 filiales, ont créé près de 5 millions d'emplois hors de nos frontières et, par effet indirect, de nombreux emplois en France ;
- le recours, de plus en plus important, au cours des années quatre-vingt-dix, à des emplois d'intérim non comptabilisés dans les effectifs industriels...

Ainsi, le recul des effectifs industriels reflète-t-il des mutations de l'activité industrielle autant qu'une désindustrialisation. Ce d'autant plus qu'entre 1994 et 2000 l'emploi industriel a enregistré une progression en France là où l'Allemagne ou le Royaume Uni connaissaient une diminution significative. En d'autres termes, la France dispose d'un potentiel industriel suffisamment consistant pour que puisse être mise en place une politique de même nom qui, en concertation avec les collectivités territoriales et l'Union européenne, combine mieux que par le passé innovation et industrie.

Les mutations industrielles intervenues ces vingt dernières années devraient se poursuivre à moyen, voire à long terme ; les défis à relever portent sur les capacités régionales à maintenir ou attirer les entreprises en Ile-de-France (nouvelles organisations technico-productives, main d'œuvre qualifiée, environnement attractif).

L'émergence de pôles de compétitivité devrait permettre à la région, avec de nombreuses filières industrielles très présentes, de faire valoir son potentiel dans les technologies du futur, et de créer un effet "cluster" pour une meilleure visibilité internationale et une meilleure attractivité du territoire.

VI. TABLEAUX DES RESULTATS GENERAUX

1. Tableau récapitulatif des sorties des grands établissements industriels entre 1995 et 2000

Etablissements et effectifs salariés 1994

	1995		1996		1997		1998		1999		2000		1995/2000	
	Ets	Salariés	Ets	Salariés										
Etablissements valides *	1 150	391 541	1 122	380 950	1 095	365 519	1 099	361 710	1 067	350 986	1 056	356 186	6 589	2 206 892
Sorties	95	18 564	62	13 380	75	21 570	54	11 934	62	16 406	57	15 714	405	97 568
Sorties définitives	87	17 634	58	12 877	74	21 428	53	11 776	62	16 406	57	15 714	391	95 835
dont cessations	30	8 796	21	5 584	20	5 485	17	4 448	12	3 262	19	6 334	119	33 909
dont sortis du champs de l'étude	57	8 838	37	7 293	54	15 943	36	7 328	50	13 144	38	9 380	272	61 926
- activité hors industrie	17	-	7	-	19	-	9	-	16	-	7	-	75	24 326
- départ hors IDF	2	-	1	-	2	-	0	0	1	-	1	-	7	2 663
- effectif < 100 salariés	38	5 229	29	6 042	33	6 561	27	5 307	33	5 526	30	6 272	190	34 937

* y compris les sorties multiples

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

	1995		1996		1997		1998		1999		2000		1995/2000	
	Ets	Salariés												
Sorties définitives														
(% établissements valides)	8%	5%	5%	3%	7%	6%	5%	3%	6%	5%	5%	4%	6%	4%
dont cessations	34%	50%	36%	43%	27%	26%	32%	38%	19%	20%	33%	40%	30%	35%
dont sortis du champs de l'étude	66%	50%	64%	57%	73%	74%	68%	62%	81%	80%	67%	60%	70%	65%
- activité hors industrie	30%	-	19%	-	35%	-	25%	-	32%	-	18%	-	28%	39%
- départ hors IDF	4%	-	3%	-	4%	-	-	-	2%	-	3%	-	3%	4%
- effectif < 100 salariés	67%	59%	78%	83%	61%	41%	75%	72%	66%	42%	79%	67%	70%	56%

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

2. Tableau récapitulatif des entrées des grands établissements industriels entre 1995 et 2000

Etablissements et effectifs salariés 2000

	1995		1996		1997		1998		1999		2000		1995/2000	
	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés
Etablissements valides *	1 150	391 541	1 122	380 950	1 095	365 519	1 099	361 710	1 067	350 986	1 056	356 186	6 589	2 206 892
Entrées	52	12 163	32	6 937	41	7 578	60	10 923	43	14 923	61	14 688	289	67 212
Entrées définitives	44	11 246	25	6 082	41	7 578	58	10 716	43	14 923	61	14 688	272	65 233
dont créations	17	4 839	7	2 417	9	1 579	8	2 263	11	9 685	10	5 824	62	26 607
dont entrés dans champs de l'étude	27	6 407	18	3 665	32	5 999	50	8 453	32	5 238	51	8 864	210	38 626
- activité devient industrielle	4	-	2	-	3	-	10	-	4	-	9	-	32	-
- arrivée en IDF	1	-	0	0	0	0	1	-	0	0	0	0	2	-
- effectif >= 100 salariés	22	3 945	16	2 367	29	5 152	39	5 795	28	3 877	42	5 447	176	26 583

* y compris les entrées multiples

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

	1995		1996		1997		1998		1999		2000		1995/2000	
	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés	Ets	salariés
Entrées définitives														
(% établissements valides)	85%		78%		100%		97%		100%		100%		94%	
dont créations	39%	43%	28%	40%	22%	21%	14%	21%	26%	65%	16%	40%	23%	41%
dont entrés dans champs de l'étude	61%	57%	72%	60%	78%	79%	86%	79%	74%	35%	84%	60%	77%	59%
- activité devient industrielle	15%	-	11%	-	9%	-	20%	-	13%	-	18%	-	15%	-
- arrivée en IDF	4%	-	0%	0%	0%	0%	2%	-	0%	0%	0%	0%	1%	-
- effectif >= 100 salariés	81%	62%	89%	65%	91%	86%	78%	69%	88%	74%	82%	61%	84%	69%

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

3. De 1170 établissements en 1994 à 1050 en 2000

Etablissements

	1994	Sortis du champ (en 1994)	Cessations (en 1994)	Immobiles (en 1994)	Mobiles (en 1994)	Créations (en 2000)	Entrés dans champ (en 2000)	Immobiles (en 2000)	Mobiles (en 2000)	2000
Paris	201	- 51	-14	99	31	+ 10	+ 29	99	28	169
Seine-et-Marne	115	- 23	- 10	79	2	0	+ 26	79	5	110
Yvelines	143	- 26	- 12	101	4	+ 6	+ 31	101	7	149
Essonne	115	- 29	- 8	71	5	+ 7	+ 25	71	3	109
Hauts-de-Seine	298	- 65	- 44	139	45	+ 31	+ 61	139	45	280
Seine-Saint-Denis	121	- 34	- 14	65	6	+ 2	+ 13	65	5	87
Val de Marne	91	- 22	- 9	54	5	+ 1	+ 9	54	5	69
Val-d'Oise	88	- 22	- 4	58	3	+ 5	+ 16	58	3	83
Ile-de-France	1 172	- 272	- 119	666	101	+ 62	+ 210	666	101	1 056

Salariés

	1994	Sortis du champ (en 1994)	Cessations (en 1994)	Immobiles (en 1994)	Mobiles (en 1994)	Créations (en 2000)	Entrés dans champ (en 2000)	Immobiles (en 2000)	Mobiles (en 2000)	2000
Paris	54 608	- 14 206	- 5 466	24 710	9 973	+ 2 875	+ 4 578	25 239	12 587	45 667
Seine-et-Marne	32 271	- 3 352	- 1 878	26 600	-	0	+ 3 753	25 201	-	30 861
Yvelines	72 276	- 5 649	- 4 179	60 643	1 805	+ 9 202	+ 7 876	61 031	2 590	81 146
Essonne	35 136	- 5 865	- 1 738	22 415	4 838	+ 3 664	+ 3 369	20 319	4 445	32 174
Hauts-de-Seine	124 171	- 17 758	- 15 439	76 333	14 012	+ 8 853	+ 13 754	62 649	12 745	98 433
Seine-Saint-Denis	37 745	- 5 740	- 2 416	27 581	1 745	-	+ 1 994	27 037	-	31 140
Val de Marne	21 538	- 3 850	- 1 849	14 561	1 172	-	+ 1 317	14 448	-	17 120
Val-d'Oise	22 795	- 5 506	- 944	15 743	-	+ 1 589	+ 1 985	15 571	-	19 645
Ile-de-France	400 540	- 61 926	- 33 909	268 586	34 386	+26 607	+ 38 626	251 495	37 479	356 186

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

Les établissements en 1994 - les sorties + les entrées au cours de la période donnent une différence de - 3 établissements et - 250 salariés. Ce résultat s'explique par la non prise en compte des établissements sortis ou entrés plusieurs fois sur la période. Les sorties multiples concernent 14 établissements et 1 700 salariés, et les entrées multiples, 17 établissements et 1 950 salariés.

4. Les grands établissements de départ

Etablissements 1994

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	7	101	3	22	22	46	201
Seine-et-Marne	11	23	4	29	42	6	115
Yvelines	7	14	12	59	39	12	143
Essonne	14	20	4	41	27	9	115
Hauts-de-Seine	21	101	11	76	61	28	298
Seine-Saint-Denis	7	28	4	39	31	12	121
Val de Marne	7	26	2	24	22	10	91
Val-d'Oise	9	13	5	25	30	6	88
Ile-de-France	83	326	45	315	274	129	1 172

Effectifs salariés 1994

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	-	26 721	-	6 519	5 520	11 503	54 608
Seine-et-Marne	2 321	5 395	1 675	9 573	10 427	2 880	32 271
Yvelines	2 486	3 588	22 830	32 989	8 074	2 309	72 276
Essonne	2 824	5 239	741	18 572	6 035	1 725	35 136
Hauts-de-Seine	5 227	30 729	22 087	38 116	14 246	13 766	124 171
Seine-Saint-Denis	1 347	8 628	6 547	10 548	7 450	3 225	37 745
Val de Marne	-	6 731	-	5 615	4 213	1 978	21 538
Val-d'Oise	1 781	2 510	1 676	8 036	7 660	1 132	22 795
Ile-de-France	20 118	89 541	58 770	129 968	63 625	38 518	400 540

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

5. Les grands établissements qui disparaissent

Établissements 1994

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	2	33	3	11	7	13	69
Seine-et-Marne	2	10	0	11	10	0	33
Yvelines	4	2	1	18	13	0	38
Essonne	6	7	1	14	7	2	37
Hauts-de-Seine	5	36	4	27	27	10	109
Seine-Saint-Denis	4	10	2	13	15	4	48
Val de Marne	1	7	1	9	10	3	31
Val-d'Oise	2	4	1	4	14	1	26
Ile-de-France	26	109	13	107	103	33	391

Effectifs salariés 1994

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	-	7 134	-	4 039	2 019	4 062	19 672
Seine-et-Marne	-	-	0	1 758	1 386	0	5 230
Yvelines	1 019	-	-	5 677	2 194	0	9 828
Essonne	690	993	-	3 786	1 745	-	7 603
Hauts-de-Seine	944	8 528	1 763	12 141	5 876	3 945	33 197
Seine-Saint-Denis	-	1 490	-	2 461	2 466	502	8 156
Val de Marne	-	1 208	-	1 949	1 643	355	5 699
Val-d'Oise	-	833	-	1 287	3 440	-	6 450
Ile-de-France	5 299	21 961	5 452	33 098	20 769	9 256	95 835

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

Les grands établissements qui disparaissent se décomposent en 2 groupes : les établissements qui sortent du champ, et les établissements qui cessent définitivement leur activité.

a) Les établissements qui sortent du champ

Établissements 1994

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	2	22	3	7	6	11	51
Seine-et-Marne	1	9	0	6	7	0	23
Yvelines	3	1	0	13	9	0	26
Essonne	4	4	0	13	6	2	29
Hauts-de-Seine	2	21	3	13	20	6	65
Seine-Saint-Denis	4	7	2	9	8	4	34
Val de Marne	0	2	1	6	10	3	22
Val-d'Oise	2	3	1	4	11	1	22
Ile-de-France	18	69	10	71	77	27	272

Effectifs salariés 1994

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	-	4 293	-	1 824	1 897	3 774	14 206
Seine-et-Marne	-	1 336	0	-	966	0	3 352
Yvelines	-	-	0	3 158	1 456	0	5 649
Essonne	-	486	0	3 023	1 603	-	5 865
Hauts-de-Seine	-	4 896	-	4 090	3 738	3 154	17 758
Seine-Saint-Denis	-	959	-	1 644	1 398	502	5 740
Val de Marne	0	-	-	1 342	1 643	355	3 850
Val-d'Oise	-	353	-	1 287	2 976	-	5 506
Ile-de-France	3 657	12 720	4 499	17 196	15 677	8 177	61 926

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

b) Les établissements qui cessent définitivement leur activité

Établissements 1994

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	0	11	0	4	1	2	18
Seine-et-Marne	1	1	0	5	3	0	10
Yvelines	1	1	1	5	4	0	12
Essonne	2	3	1	1	1	0	8
Hauts-de-Seine	3	15	1	14	7	4	44
Seine-Saint-Denis	0	3	0	4	7	0	14
Val de Marne	1	5	0	3	0	0	9
Val-d'Oise	0	1	0	0	3	0	4
Ile-de-France	8	40	3	36	26	6	119

Effectifs salariés 1994

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	0	2 841	0	2 215	-	-	5 466
Seine-et-Marne	-	-	0	930	420	0	1 878
Yvelines	-	-	-	2 519	738	0	4 179
Essonne	215	507	-	-	-	0	1 738
Hauts-de-Seine	636	3 632	-	8 051	2 138	-	15 439
Seine-Saint-Denis	0	531	0	817	1 068	0	2 416
Val de Marne	-	992	0	-	0	0	1 849
Val-d'Oise	0	-	0	0	-	0	944
Ile-de-France	1 642	9 241	953	15 902	5 092	1 079	33 909

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

6. Les grands établissements qui apparaissent

Établissements 2000

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	4	16	0	5	3	11	39
Seine-et-Marne	3	5	0	6	12	0	26
Yvelines	4	4	4	19	6	0	37
Essonne	6	6	2	9	8	1	32
Hauts-de-Seine	2	28	0	22	10	30	92
Seine-Saint-Denis	1	2	0	8	3	1	15
Val de Marne	2	3	0	2	0	3	10
Val-d'Oise		1	1	6	11	2	21
Ile-de-France	22	65	7	77	53	48	272

Effectifs salariés 2000

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	478	3 130	0	737	398	2 710	7 453
Seine-et-Marne	654	707	0	863	1 529	0	3 753
Yvelines	763	1 813	7 846	5 474	1 182	0	17 078
Essonne	1 102	671	-	1 903	2 981	-	7 033
Hauts-de-Seine	-	7 602	0	5 613	-	5 745	22 607
Seine-Saint-Denis	-	-	0	1 199	-	-	2 232
Val de Marne	-	305	0	-	0	417	1 503
Val-d'Oise	0	-	-	971	1 427	-	3 574
Ile-de-France	3 779	14 756	8 854	17 224	11 214	9 406	65 233

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

Les établissements qui apparaissent se décomposent en 2 groupes : les établissements qui entrent dans le champ, et les établissements qui se créent.

a) Les établissements qui entrent dans le champ

Établissements 2000

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	4	15	0	4	2	4	29
Seine-et-Marne	3	5	0	6	12	0	26
Yvelines	4	4	3	14	6	0	31
Essonne	4	5	2	7	6	1	25
Hauts-de-Seine	1	22	0	15	7	16	61
Seine-Saint-Denis	1	2	0	7	3	0	13
Val de Marne	2	3	0	2	0	2	9
Val-d'Oise	0	1	0	3	11	1	16
Ile-de-France	19	57	5	58	47	24	210

Effectifs salariés 2000

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	478	2 474	0	592	-	746	4 578
Seine-et-Marne	654	707	0	863	1 529	0	3 753
Yvelines	763	-	-	3 607	1 182	0	7 876
Essonne	559	555	-	1 020	859	-	3 369
Hauts-de-Seine	-	5 947	0	2 678	-	3 212	13 754
Seine-Saint-Denis	-	-	0	1 064	409	0	1 994
Val de Marne	-	305	0	-	0	-	1 317
Val-d'Oise	0	-	0	310	1 427	-	1 985
Ile-de-France	3 056	12 329	763	10 598	7 432	4 448	38 626

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

b) Les établissements qui se créent

Établissements 2000

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	0	1	0	1	1	7	10
Seine-et-Marne	0	0	0	0	0	0	0
Yvelines	0	0	1	5	0	0	6
Essonne	2	1	0	2	2	0	7
Hauts-de-Seine	1	6	0	7	3	14	31
Seine-Saint-Denis	0	0	0	1	0	1	2
Val de Marne	0	0	0	0	0	1	1
Val-d'Oise	0	0	1	3	0	1	5
Ile-de-France	3	8	2	19	6	24	62

Effectifs salariés 2000

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	0	-	0	-	-	1 964	2 875
Seine-et-Marne	0	0	0	0	0	0	0
Yvelines	0	0	-	1 867	0	0	9 202
Essonne	-	-	0	883	-	0	3 664
Hauts-de-Seine	-	1 655	0	2 935	1 550	2 533	8 853
Seine-Saint-Denis	0	0	0	-	0	-	-
Val de Marne	0	0	0	0	0	-	-
Val-d'Oise	0	0	-	661	0	-	1 589
Ile-de-France	723	2 427	8 091	6 626	3 782	4 958	26 607

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

7. Les grands établissements de l'arrivée

Etablissements 2000

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	7	80	0	17	21	44	169
Seine-et-Marne	13	18	4	25	44	6	110
Yvelines	7	18	16	62	33	13	149
Essonne	14	20	5	36	26	8	109
Hauts-de-Seine	18	94	5	74	42	47	280
Seine-Saint-Denis	4	21	2	31	20	9	87
Val de Marne	9	22	1	14	13	10	69
Val-d'Oise	8	9	5	25	29	7	83
Ile-de-France	80	282	38	284	228	144	1 056

Effectifs salariés 2000

	Industries agricoles et alimentaires	Industrie des biens de consommation	Industrie automobile	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Energie	Total
Paris	1 650	26 551	0	4 118	3 913	9 435	45 667
Seine-et-Marne	3 681	4 714	1 520	8 483	9 416	3 047	30 861
Yvelines	1 856	6 301	29 790	33 365	7 214	2 620	81 146
Essonne	2 890	5 299	863	14 070	7 405	1 647	32 174
Hauts-de-Seine	4 574	31 831	12 417	28 444	10 256	10 911	98 433
Seine-Saint-Denis	-	6 125	-	9 081	6 093	2 837	31 140
Val-de-Marne	-	6 340	-	3 163	2 867	1 801	17 120
Val-d'Oise	1 257	1 525	2 152	7 203	6 166	1 342	19 645
Ile-de-France	18 683	88 686	53 920	107 927	53 330	33 640	356 186

- : Certaines données ne sont pas renseignées en raison du secret statistique.

BIBLIOGRAPHIE

- Beffa Jean-Louis , "Pour une nouvelle politique industrielle", Paris, La Documentation française, 2005.
- CAE (Conseil d'analyse économique), "Maîtrise des ressources financières et désindustrialisation: l'économie réelle sous influence", Namur Dominique et Truel Jean-Louis, rapport n°55, 2005.
- CESR (Conseil économique et social régional), "L'industrie en Ile de France : son rôle dans le développement économique et l'équilibre de l'emploi de la région", Octobre 2005.
- DATAR, "La France, puissance industrielle : une nouvelle politique industrielle par les territoires, Paris", La Documentation française, 2004.
- Debonneuil M., Fontagné L., Compétitivité, rapport au CAE, La Documentation française, 2003.
- DREIF (Direction Régionale de l'Équipement), Francastel Séverine, Note de synthèse, "Les mutations de l'industrie francilienne", 2005.
- DRIRE Ile-de-France, CRCI, CCIP, INSEE, "l'industrie en Ile-de-France", en ligne sur le site Internet www.industrie-iledefrance.org
- États généraux de la recherche, Rapport final, Taillandier, 2005.
- Fontagné L. et Lorenzi J.-H., Désindustrialisation – Délocalisations, rapport du CAE, Février 2005.
- IAURIF, "Compétences et technologies croisées en Ile-de-France: la clé de l'innovation", Lartigue Sylvie, Soulard Odile, note rapide sur l'économie, n°390, Juillet 2005.
- INSEE, Aubert Patrick, Sillard Patrick, Direction des Études et Synthèses Économiques, "Délocalisations et réductions d'effectifs dans l'industrie française", Avril 2005.
- INSEE, Division synthèse des statistiques d'entreprises, Danielle Roualdes, "La restructuration des grands établissements industriels", Mars 1997.
- INSEE, Division des statistiques et études régionales, Lainé Frédéric et Rieu Carole, " La diversité industrielle des territoires ", Juin 1999.
- INSEE, Division synthèse des statistiques d'entreprises, Cyrille Van Puymbroeck , " Un salarié sur deux d'un grand établissement travaille encore dans l'industrie", Juillet 2003.
- Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, SESSI, L'industrie dans les régions, chiffres clés en ligne sur le site : www.ile-de-france.drire.gouv.fr
- Mairie de Paris, Observatoire du Développement Économique Parisien, "La mobilité des grands établissements à Paris et en Ile-de-France, 1987-1996", Mai 2000.
- OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), Gaffard Jean-Luc, "Vers une nouvelle politique industrielle", N°269, Décembre 2005.
- Postel-Vinay G., « La politique industrielle en France : évolutions et perspectives», in Politique industrielle, rapport du CAE, n°26, Paris, La Documentation française, 2000.